



## **Autorité environnementale**

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

[www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr)

**Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur le plan de gestion pluriannuel des opérations de dragages d'entretien du canal de Briare versant Loire et de son bief de partage (45-89)**

**n° : F - 024-17-C-0004**

**Décision du 10 février 2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le président de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision prise par la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 3 février 2016 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R. 122-3 du code de l'environnement (examen au « cas par cas ») ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F - 024-17-C-0004 (y compris ses annexes) relatif au plan de gestion pluriannuel des opérations de dragages d'entretien du canal de Briare versant Loire et de son bief de partage, reçu complet de la direction territoriale Centre-Bourgogne de Voies navigables de France (VNF), le 9 janvier 2017 ;

La ministre chargée de la santé ayant été consultée) par courrier en date du 27 janvier 2017 ;

**Considérant la nature du projet**, constitué du plan de gestion pluriannuel des opérations de dragages d'entretien (PGPOD) du canal de Briare versant Loire et de son bief de partage, qui vise à autoriser les opérations d'entretien régulier sur 10 ans des canaux pour en maintenir la navigabilité avec un mouillage cible de 2,20 mètres et une largeur cible au plafond de 7,575 mètres,

qui concerne 16,6 km de canaux, dont 9 zones représentant 4,2 km seront draguées,

qui représente un volume de sédiments à extraire de 23 800 m<sup>3</sup>, l'extraction étant faite en assec après vidange du bief ou à l'aide d'une pelle posée sur un ponton flottant, les sédiments étant évacués par barges ou par camions, sauf dans le bief d'Ouzouer-sur-Trézée et au niveau du port de Briare où le canal emprunte le lit d'un cours d'eau avec un débit suffisant et où les sédiments sont alors restitués au cours d'eau pour maintenir le transit sédimentaire ;

**Considérant la localisation du projet**, qui porte sur une partie de l'itinéraire Saône-Seine entre Rogny-les-Sept-Écluses (Yonne) au nord au niveau de l'écluse de la Javacière sur le canal de Briare, et Briare (Loiret) au niveau de la confluence de l'ancien canal de Briare et du canal latéral de la Loire (la partie de l'ancien canal de Briare entre l'écluse de la Cognardière et l'écluse du Baraban étant incluse ainsi que les rigoles d'amenée de l'eau depuis les barrages réservoirs, notamment la rigole de Saint-Privé), étant précisé que cet itinéraire doit constituer une unité hydrographique cohérente, ce que ne justifie par le formulaire susmentionné,

qui concerne des canaux artificiels sur la majeure partie du projet,

situé en partie dans une zone de répartition des eaux,

qui traverse un site Natura 2000 et se situe à proximité de cinq autres,

qui traverse deux ZNIEFF de type II, et longe une ZNIEFF de type I,

qui traverse plusieurs communes couvertes par des plans de prévention des risques d'inondation ou des risques technologiques,

qui traverse le site inscrit « Canal de Briare et ses rives (zones nord) »,

étant précisé qu'aucune information n'est donnée sur la localisation et l'état des sites de mise en dépôt des sédiments ;

**Considérant les incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine que le projet est susceptible d'avoir**, qui portent notamment sur les espèces et sur les habitats, notamment les berges, les ripisylves, et les parties des cours d'eaux qui seront dragués, ainsi que sur les sites où seront déposés les sédiments,

qui proviennent de la relation écologique fonctionnelle existante entre des lieux de réalisation du projet et certains sites Natura 2000 ou ZNIEFF notamment, en particulier pour ceux qui sont situés à l'aval hydraulique du projet et sur lesquels les effets des dragages en amont peuvent conduire à des remises en suspension de sédiments dont l'impact doit être étudié au regard des raisons ayant conduit à la désignation de ces sites,

qui ne peuvent être pleinement définies, ainsi que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation, qu'après avoir identifié les sites de mise en dépôt des sédiments et les impacts directs et induits des dragages et des dépôts de sédiments sur les secteurs affectés, ainsi que sur les secteurs en connexion écologique, notamment l'aval des biefs et cours d'eau,

étant tenu compte du fait que les analyses réalisées montrent l'absence de sédiments dangereux à ce jour dans les zones à draguer en priorité, ceux-ci étant soit inertes, soit non inertes non dangereux, ce qui ne suffit pas à conclure à l'absence générale d'impact des dragages et des mises en dépôt des sédiments ;

## **Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, le plan de gestion pluriannuel des opérations de dragages d'entretien du canal de Briare versant Loire et de son bief de partage présenté par la direction territoriale Centre-Bourgogne de Voies navigables de France (VNF), n° F - 024-17-C-0004, est soumis à évaluation environnementale dont le contenu est défini par l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 10 février 2017,

Le président de l'autorité environnementale  
du conseil général de l'environnement  
et du développement durable.



Philippe LEDENVIC

### **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale  
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer  
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
Autorité environnementale  
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30 322  
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX